

Sommet social du 18 janvier :

Faisons entendre nos exigences

A l'occasion du sommet pour l'emploi convoqué par le gouvernement le 18 janvier, la CGT appelle à faire de cette journée une étape de mobilisation interprofessionnelle.

La CGT Fonction publique s'inscrit pleinement dans cet appel.

Après la RGPP, la réforme territoriale, celle des retraites, le gouvernement poursuit son offensive contre notre modèle social.

Dernière trouvaille du gouvernement pour faire des cadeaux au patronat, le projet de TVA sociale. Si elle était instaurée, elle viendrait en effet grever le pouvoir d'achat par l'augmentation des prix à la consommation.

La CGT condamne et combat les plans d'austérité successifs qui mettent à mal la Fonction publique avec les nombreuses régressions qu'ils entraînent pour les agents publics :

- Le non remplacement d'un départ sur deux à la retraite et la suppression de plus de 200 000 emplois.
- Le gel du point d'indice depuis 2 ans et la perte sans précédent de pouvoir d'achat.
- L'écrasement de la grille indiciaire et des carrières et la non reconnaissance des qualifications.
- La dégradation des conditions de travail.
- La hausse des cotisations retraite.
- La taxe sur les complémentaires.
- L'instauration d'un jour de carence pour les fonctionnaires, mesure totalement injuste et qui, de surcroît, ne réduira pas le déficit de la Sécurité sociale.

Ces attaques sont autant de décisions qui contribuent à une dégradation importante de la situation de tous les agents ainsi que de la qualité du service public rendu.

Alors que le projet de loi sur la résorption de la précarité arrive au Parlement, la vigilance et l'intervention des salariés sont de mise pour peser sur le devenir de ce projet capital pour des centaines de milliers de non titulaires.

Les exigences de la CGT au plan interprofessionnel :

- Revaloriser les salaires, les pensions et les minima sociaux.
- Contrôler les aides publiques aux entreprises.
- Contraindre les entreprises à des alternatives aux licenciements.
- Supprimer les exonérations fiscales et sociales sur les heures supplémentaires.
- Stopper les suppressions d'emplois.
- Développer les politiques publiques et les moyens des services publics.
- Réformer la fiscalité en profondeur.
- Créer un pôle financier public et établir un mécanisme de crédits à taux réduits.
- Taxer les mouvements spéculatifs de capitaux et éradiquer les paradis fiscaux.
- Mettre en place un fonds européen de solidarité social et de développement économique.
- A l'opposé des dispositifs imposés ces dernières années, mettre en œuvre une réforme progressive des retraites.

La CGT Fonction publique appelle à faire du mercredi 18 janvier 2012 une nouvelle étape de mobilisation



Et pour la Fonction publique :

- Salaire minimum mensuel à 1700 euros bruts.
- Pour 2012, augmentation de la valeur du point au moins égale à l'inflation.
- Rattrapage des pertes intervenues au cours des années antérieures.
- Refonte de la grille indiciaire avec une meilleure reconnaissance des qualifications.
- Amplitude de carrière minimale de 1 à 2, garantie à tous, pour une carrière complète.
- Intégration des primes ayant un caractère de complément salarial dans le traitement brut.
- Réindexation des pensions sur les salaires.
- Arrêt immédiat des suppressions d'emplois et création partout où c'est nécessaire.
- Mise en place du statut unifié des fonctionnaires.
- Résorption de la précarité et titularisation massive des non titulaires.

Ce n'est pas la crise pour tout le monde !

- ▶ 170 milliards de trésorerie pour les groupes du CAC40 ;
- ▶ 172 milliards d'euros d'exonérations fiscales et sociales et différentes aides aux entreprises en 2010 ;
- ▶ 11,4 milliards d'euros de cadeaux fiscaux aux plus riches depuis 2007 ;
- ▶ 210 milliards d'euros de dividendes versés en 2010 par les entreprises non financières ;
- ▶ 120 milliards versés aux actionnaires du CAC40 ces 3 dernières années.

Les moyens d'une toute autre politique existent donc, ils passent par une autre répartition des richesses

La CGT Fonction publique appelle à faire du **mercredi 18 janvier 2012** une nouvelle **étape de mobilisation**

A l'occasion de l'examen au Parlement du projet de loi sur les non titulaires, la CGT Fonction publique appelle à multiplier les initiatives pour la titularisation et la résorption de la précarité.

Pour l'Île-de-France, un rassemblement est organisé, à partir de 13 heures sur la place de la Bourse avant de rejoindre la manifestation interprofessionnelle